

Contribution de Statoil à la consultation publique sur l'évolution des places de marché de gaz en France

Statoil est très favorable à la dynamique mise en place par la CRE sur le projet de fusion des zones vers une zone d'équilibrage unique. Nous soutenons les efforts de la CRE d'apporter plus de transparence et efficacité à la procédure de concertation.

Q1. Jugez-vous souhaitable de poursuivre la consolidation des PEGs ? Pensez-vous que le maintien de la structure actuelle des PEGs est une option envisageable ?

Statoil est favorable à la consolidation des PEGs comme une première étape vers une véritable fusion. Un calendrier plus précis est souhaitable pour que tous les acteurs puissent pleinement bénéficier des opportunités offertes et gérer les risques qu'une telle évolution pourrait présenter. Un seul PEG entend une seule zone d'équilibrage et Statoil souhaite que ce point soit clarifié.

La consolidation et la fusion des PEGs et des zones d'équilibrage amélioreront la liquidité du marché français et permettront le développement d'un marché liquide dans le Sud par l'élimination des obstacles d'accès pour les fournisseurs et l'incitation à la concurrence.

Dans le contexte du 3^{ème} Paquet Energie, qui vise à réaliser un marché intérieur du gaz d'ici 2014, le maintien de la structure actuelle risque de marginaliser le marché français. Cela n'est ni souhaitable, ni envisageable dans une vision de sécurité d'approvisionnement et d'efficacité économique.

Q2. Etes-vous favorable à l'harmonisation des procédures et des systèmes d'information de GRTgaz et TIGF ? Pensez-vous souhaitable que les deux GRT français adhèrent à la plate-forme commune de commercialisation des capacités annoncée récemment ?

Oui dans les plus brefs délais.

Sur la question de l'initiative des 16 GRT d'offrir des produits bundlés transfrontaliers sur une plateforme commune de commercialisation des capacités, l'initiative semble aller dans la bonne direction mais tout dépend des modalités d'implémentation. Celles-ci ne sont pas encore suffisamment claires.

Q3. Que pensez-vous des conclusions de l'étude KEMA ? Partagez-vous l'analyse de la CRE ?

Nous estimons ne pas avoir suffisamment d'information pour commenter de manière constructive. Il nous semble tout de même qu'une approche progressive et modérée semble adéquate avant d'engager des investissements qui pourraient s'avérer trop importants ou de se baser sur trop d'impondérables contractuels.

Q4. Dans le contexte actuel, jugez-vous pertinent d'engager des investissements d'une telle ampleur au regard des bénéfices attendus ?

Tenant compte des différents niveaux de développement des marchés nationaux et les incertitudes associés à la crise économique, les bénéfices nettes d'un tel investissement sont difficiles à affirmer.

Dans ce contexte une approche prudente et raisonnable (option 3, hybride) est préférable, d'autant qu'elle n'exclue pas la possibilité de développer progressivement le scénario des investissements ultérieurement si cela devait s'avérer absolument nécessaire.

Q5. Quel jugement portez-vous sur la solution proposée par GRTgaz associant investissements et mécanismes contractuels ?

L'obligation aux fournisseurs de livrer du GNL à Fos est complètement incompatible avec les principes du marché. D'ailleurs, le coût d'une telle obligation est susceptible d'être exorbitant par rapport aux bénéfices. Nous sommes donc favorables à une fusion par biais d'une solution hybride mais pas à tout prix.

Q6. Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la création d'un PEG commun GRTgaz Sud - TIGF ?

Oui, mais cela ne doit pas retarder la fusion des zones GRT qui doit être la priorité absolue. Le bénéfice du rapprochement GRTgaz Sud – TIGF sans la fusion Nord-Sud est marginal.

Q7. Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG unique GRTgaz Nord et Sud ? Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG commun GRTgaz Sud et TIGF ou une première étape avant ce PEG commun ? Dans cette hypothèse, comment traiter la coexistence éventuelle d'un prix nul pour la capacité court terme avec le prix actuel de la capacité ferme réservée à long terme à l'interface GRTgaz Sud-TIGF ?

Nous estimons que le couplage de marché ne peut être substitué à la création d'un PEG unique GRTgaz Nord et Sud qui doit rester la cible.

Nous concédons que le couplage de marché puisse constituer une étape dans la création d'un PEG commun GRTgaz Sud – TIGF s'il existait des problèmes d'infrastructure nécessitant des investissements importants. Ceci n'étant pas le cas, nous ne voyons pas de justificatif à cette étape, et ne pouvons pas, pour la même raison, concéder que le couplage soit une alternative au PEG commun.

Q8. Partagez-vous l'analyse comparée de la CRE des différentes options envisageables ?

Oui.

Q9. Partagez-vous l'analyse de la CRE? Pensez-vous que le maintien du PEG TIGF soit envisageable à long terme ? Pensez-vous que le rapprochement du PEG TIGF avec le marché espagnol soit une option réalisable à court ou moyen terme ?

Oui.

Il n'est pas envisageable de maintenir le PEG TIGF en raison de sa taille et du manque de barrières à son intégration en un PEG unique avec GRTgaz Sud.

Statoil observe que TIGF en tant qu'organisation devrait évoluer pour que le rapprochement du PEG TIGF avec le marché espagnol soit réalisable. Ni les conditions d'interconnexion ni la liquidité du marché espagnol ne sont suffisamment développées pour soutenir une telle évolution à court ou moyen terme.

S'il était impossible de faire une fusion simple de TIGF – GRTgaz, alors la fusion avec le marché espagnole serait à envisager. Ceci n'étant pas le cas, nous estimons que cette considération doit être écartée.

Q10. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les options cibles envisageables ? Laquelle des trois cibles a votre préférence ?

La seule option qui doit rester cible est la première, à savoir la création d'un marché unique et intégré en France et donc la fusion totale et non contrainte de toutes les zones et tous les PEGs en France. Si cette première cible devait s'avérer irréalisable, la fusion des PEGs et zones GRTgaz et un PEG TIGF indépendant ou associé au marché ibérique serait l'unique alternative envisageable.

Q11. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité d'une évolution rapide de la structure du marché ? Pensez-vous nécessaire que les premières évolutions interviennent au plus tard en 2015 ?

Oui.

Q12. Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE sur les évolutions possibles au 1^{er} avril 2015 ? Laquelle des deux options à votre préférence ? Dans le cas du PEG GRTgaz unique, faudrait-il décider simultanément de la mise en place d'un couplage de marché entre GRTgaz Sud et TIGF ? Dans le cas du PEG commun GRTgaz Sud - TIGF, faudrait-il lancer simultanément les études pour le doublement de l'artère de Bourgogne ?

Statoil partage l'analyse de la CRE sur les évolutions possibles au 1^{er} avril 2015 mais ne comprenons pas qu'il faille choisir entre les deux évolutions. Nous estimons que la création d'un PEG commun GRTgaz Sud-TIGF peut s'opérer pendant la mise en place des solutions contractuelles et d'investissement nécessaires à la création d'un PEG GRTgaz unique afin d'accéder à l'unification la plus complète possible du marché français. .

Nous pensons qu'il devrait être possible de mettre en place simultanément un PEG GRTgaz unique et de coupler le marché GRT et TIGF.

Q13. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

Statoil souhaiterait connaître les réflexions et la position de la CRE au sujet des spreads récents très importants entre le Sud et le Nord de la France et à la possible évolution du marché français au regard de la situation asiatique et du développement de capacités vers l'Est et le Sud.

Nous souhaiterions également :

- que soit renforcé le message que la cible ultime reste la fusion totale des PEGs et la création d'une zone d'équilibrage unique ; et
- qu'une étude et modélisation systémique du marché français soit mise en place afin de ne pas catégoriquement rejeter l'option des investissements complets s'il devait s'avérer, suite par exemple à une

évolution imprévue du marché régional ou mondial, que la solution hybride ne soit pas satisfaisante ou à terme plus coûteuse pour les consommateurs que l'alternative des investissements.